

Chine et Inde : le boomerang de la mondialisation

Sur les deux dernières décennies, le PIB de la Chine a été multiplié par 6, et celui de l'Inde par 3,2. Et il s'agit des deux pays les plus peuplés de la planète. Loin des préceptes néo-libéraux., cette évolution a été encadrée par une intervention dirigiste de l'Etat. Le Parti communiste chinois s'est de fait reconverti aux bienfaits d'un capitalisme d'Etat qu'il oriente d'une main de fer : c'est lui qui organise la combinaison d'un capitalisme agressif, d'un secteur public important et d'une campagne laissée pour compte ; c'est lui aussi qui distribue le crédit, négocie les accords commerciaux, et garantit les conditions de l'exploitation en réprimant toute velléité d'organisation indépendante des salariés.

Cette croissance est accaparée par des couches sociales intermédiaires relativement étroites mais qui représentent, compte tenu de la taille des pays, un marché important. Les inégalités sociales se creusent de manière extravagante, et la majorité de la population ne bénéficie qu'au compte-goutte de la croissance, une croissance qui est aussi synonyme d'une consommation grandissante d'énergie dans les pires conditions pour l'environnement.

Avec plus du tiers des 6,5 milliards d'habitants de la planète, la Chine et l'Inde ne réalisent en 2005 que 6 % du PIB mondial. Ils constituent cependant un facteur de déséquilibre de l'économie capitaliste globalisée. D'abord, ils pénètrent de manière croissante les marchés des pays riches, et pas seulement dans les secteurs à basse technologie comme le textile ou l'assemblage électronique. Les échanges avec la Chine représentent ainsi plus d'un quart des 600 milliards de dollars de déficit des Etats-Unis. Par ailleurs, la consommation de matières premières, et notamment celle de pétrole, fait augmenter leurs prix, inversant ainsi le mouvement de dégradation des deux dernières décennies.

La baisse des prix des produits importés ne profite pas « aux consommateurs » mais aux capitalistes du Nord qui peuvent ainsi faire baisser la valeur de la force de travail. La mise en concurrence avec des travailleurs aux bas salaires conduit au Nord à des suppressions d'emploi et à une baisse relative des salaires des travailleurs les moins qualifiés. Mais elle ne profite pas pour autant aux salariés indiens ou chinois, qui subissent notamment la pression d'une énorme réserve de sous-emploi et voient leurs salaires progresser bien moins vite que l'économie, sans parler des autres pays du Sud évincés par la concurrence.

L'alternative à ce grand désordre ne peut être le protectionnisme qui serait une posture impérialiste, puisqu'elle reviendrait à fermer l'accès des pays du Sud aux marchés du Nord, alors qu'on leur a imposé depuis des années l'ouverture de leurs propres marchés. Au Nord, il faut des politiques (réduction du temps de travail, créations d'emplois socialement utiles, interdiction des licenciements) qui font reposer le poids de cette nouvelle situation sur le grand patronat et non une fois de plus sur les travailleurs. Plus généralement, c'est la nature profonde du désordre capitaliste globalisé qu'il faut remettre en cause. Contre la concurrence généralisée entre les peuples, il faut aller vers une planification de l'économie mondiale fondée sur des accords de coopération, sur la stabilisation des prix mondiaux, sur une internationalisation rationnelle des échanges, sur le droit reconnu aux pays du Sud de maîtriser leur propre insertion dans l'économie mondiale.